



**SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020**  
**DECISION N° 2020-024- DB**

<b>Date d'affichage :</b> <b>21 février 2020</b>	Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres : 23	
En exercice : 23	
Quorum : 12	
Présents: 18	<b>Membres présents en séance :</b>
Excusé(s) : 4	<b>Présents : (18)</b>
dont pouvoir(s) : 3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) : 1	<b>Excusé(s) : (4)</b>
Nombre de votants : 21	Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
Secrétaire de séance :	<b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)</b>
M. Eric MOUSSERION.	Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
	<b>Absent(s) : (1)</b>
	Guy BERTIN

**ASPIRE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ACCOMPAGNEMENT VERS L'EMPLOI DES JEUNES DESCOLARISÉS - ACTION "MOB'AGIS" - CONVENTION 2020**

Cette convention a pour objet de définir les engagements réciproques entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et l'association ASPIRE (Association pour l'Insertion et le Retour à l'Emploi) dans le cadre de l'action « Mob'Agis ».

Le chantier « ASPIRE » est un dispositif d'insertion sociale et professionnelle fondé sur le travail, ayant pour finalité de développer l'employabilité :

- Consistant en la réalisation d'un ouvrage ou d'un service dont l'utilité collective pour la population locale est aisément perceptible ;
- Mené par un opérateur compétent à la fois techniquement et en matière d'encadrement de personnes en insertion ;
- Incluant une dimension collective (travail en équipe) et valorisant les personnes vis-à-vis d'elles-mêmes et de leur entourage ;
- Induisant une démarche de formation articulée au chantier ;
- Dans une démarche de coopération avec les entreprises susceptibles d'intervenir sur le même type d'ouvrage ;
- Dans une démarche concertée de partenariat local (Service Public de l'Emploi, services du Conseil Général, collectivités locales, autres associations d'insertion, etc.).

L'action conduite par l'Association intitulée MOBAGIS, « Mise à disposition de locations de cyclomoteurs sur Saumur et Montreuil-Bellay pour les demandeurs d'emploi, ou pour toutes démarches administratives ou de formation » :

- mission d'accompagnement des publics exposés à une difficulté de mobilité, en l'occurrence les demandeurs d'emploi, les bénéficiaires du RSA – API, les familles monoparentales,
- mission de promotion d'une démarche d'accès à l'emploi au regard des besoins des professionnels dans le secteur de la mécanique notamment,
  - location de cyclomoteurs.

Pour l'année 2020, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a attribué, lors du vote de son budget primitif 2020 lors du Conseil Communautaire en date du 12 décembre 2019, une subvention à hauteur de 2 000 €, pour laquelle il convient de conventionner afin de définir les modalités de versement de ladite subvention.

**Aussi,**

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

**Vu** le budget primitif adopté par le Conseil Communautaire du 12 décembre 2019 prévoyant les crédits nécessaires à l'attribution d'une subvention de 2 000 euros à l'Association ASPIRE dans le cadre de son action « Mob'Agis » ;

**Considérant** l'exposé ci-dessus,

**Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :**

- **D'APPROUVER** la convention financière entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et l'Association ASPIRE qui fixe les modalités de versement d'une subvention pour l'année 2020 de 2 000 euros, dans le cadre de l'organisation de l'action Mob'Agis » (Mise à disposition de locations de cyclomoteurs sur Saumur et Montreuil-Bellay pour les demandeurs d'emploi, ou pour toutes démarches administratives ou de formation) ;

- **D'AUTORISER** le Président, ou son représentant, à signer la convention fixant les modalités de versement de la subvention avec l'association ASPIRE.

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 21 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme

Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 1er trimestre 2020



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances	7.5 Subventions – 7.5.3 Subventions accordées aux autres personnes morales de droit privé (associations...)
-------------------	------------	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »